

Le Panorama de presse quotidien

Nord Pas de Calais - Picardie



Réalisé par le service Presse de la
Direction de l'Information et de l'Accueil

27 juin 2016



Ce Panorama de presse est constitué d'une sélection d'articles issus des presses quotidiennes nationales et régionales Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil
Service Presse
Poste (4)6741, (4)6742, (4)6744
Panoramapresse@nordpasdecalspicardie.fr
151 Avenue du Président Hoover - Lille

Région
Hauts-de-France
Nord Pas de Calais - Picardie

SOMMAIRE

P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

(4 articles)



lundi 27 juin 2016

Philippe Vasseur : « Un carnet d'adresses pas une baguette magique » (852 mots)

Page 8

Il y a deux ans, vous aviez déclaré ne pas voir « l'intérêt de mettre la Picardie avec le Nord-Pas-de-Calais ». Et aujourd'hui...



lundi 27 juin 2016

En route vers l'emploi grâce à la voiture électrique (555 mots)

Page 9

Il était une fois un jeune apprenti qui cherchait, pendant ses études, une entreprise capable de l'accueillir. Les entretie...



lundi 27 juin 2016

8 900 emplois non pourvus en 2015 en Nord - Pas-de-Calais - Picardie (124 mots)

Page 10

8 900. C'est le nombre d'emplois non pourvus l'année dernière faute de candidats dans les Hauts-de-France. De quoi tordr...



lundi 27 juin 2016

Sarenza a trouvé chaussure plus grande à son pied (333 mots)

Page 11

C'EST L'UN des poids lourds de la vente en ligne en France et en Europe. Sarenza, le spécialiste de la chaussure sur Internet, va qu...

VP2 - TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT...

(2 articles)



lundi 27 juin 2016

TER Comines-Lille : les usagers ont été écoutés mais seront-ils entendus ? (549 mots)

Page 13

Comines. Seront-ils entendus ? L'avenir le dira. Mais, au moins, les usagers de la ligne TER Lille-Comines ont été écoutés. ...



lundi 27 juin 2016

Aéroport : le ton monte sur l'insonorisation des riverains (405 mots)

Page 14

L'Association de défense de l'environnement des riverains de l'aéroport de Beauvais-Tillé (Adera) affirme que les aides à l...

VP3 - FUSION, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES...

(3 articles)

LA VOIX DU NORD

lundi 27 juin 2016

« A+/A-1 »... La « bonne » note de Standard & amp ; Poor's pour la Région (289 mots)

région. Non, la célèbre agence de notation américaine ne distribue pas ses bons et mauvais points aux seuls établissements ...

Page 16

Courrier picard

lundi 27 juin 2016

La CFDT devance la CGT aux élections professionnelles

(378 mots)

Près de 9000 agents du conseil régional des Hauts-de-France étaient appelés aux urnes ce jeudi 23 juin, pour élire leurs re...

Page 17

L' AISNE NOUVELLE

lundi 27 juin 2016

La sous-préfecture de Vervins donne l'exemple (440 mots)

Nommé fin avril préfet de Région, Michel Lalande était en visite à la préfecture de l'Aisne, vendredi. Il y a réaffirmé le ...

Page 18

VP8 - CULTURE

(7 articles)

Nord éclair

lundi 27 juin 2016

Trois cents soldats ont-ils été oubliés à Lorette ? (752 mots)

Manque-t-il un nom sur l'anneau de la mémoire ? En mai 2015, c'est la question que l'on s'est posée pour narrer la mésaventure...

Page 20

LA VOIX DU NORD

lundi 27 juin 2016

Le village de Bouvines, prêt à replonger dans le XIIIesiècle

(390 mots)

PAR KÉVIN MOREAU villeneuve dascq@lavoixdunord.fr BOUVINES. J-3 avant la première représentation de la bataille de Bouvines....

Page 21

LA VOIX DU NORD

lundi 27 juin 2016

Il reste encore des places (171 mots)

Quatre représentations Quatre représentations sont programmées chaque jour, du 30juin au 3juillet, à l'Espace Bouvines, au ...

Page 22

Nord Littoral
Le journal de la Côte d'Opale

lundi 27 juin 2016

Portons sur Calais le même regard que Long Ma (552 mots)

Ce n'est pas une mais deux apothéoses qu'a offertes la Machine aux spectateurs de « L'Esprit du cheval-dragon ». La première ...

Page 23

Nord Littoral
Le journal de la Côte d'Opale

lundi 27 juin 2016

Un succès au-delà des attentes (550 mots)

L'idylle entre Calais et les créations de François Delarozière a vingt-deux ans, mais elle peut encore surprendre. La preuve...

Page 24

LA VOIX DU NORD

lundi 27 juin 2016

Le nouveau théâtre a pris son envol mais des questions planent toujours (447 mots)

Page 25

PAR SYLVAIN DELAGE boulogne@lavoixdunord.fr CONDETTE. 1Et maintenant, quelle programmation ? Passés ces trois jours de festi...

LA VOIX DU NORD

lundi 27 juin 2016

Devenez ambassadeur du patrimoine minier et de sa nature (415 mots)

Page 26

par pierre rouanet prouanet@lavoixdunord.fr valenciennois.Ils et elles sont véto, métallo, coiffeuse, enseignante... Depuis...

VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES (1 article)

Courrier picard

lundi 27 juin 2016

Vers un duel pour la CCI d'Amiens (508 mots)

Page 28

C'est officiel. Non seulement, Patrick Letellier, le fondateur de la Brasserie Chez Jules à Amiens est le candidat du Medef...

VP11 - LYCÉES (2 articles)

L'union

lundi 27 juin 2016

Deux partenaires autour d'un drone (336 mots)

Page 30

Enseignement technique et PME locales, les liens sont parfois compliqués. Ce n'est pas forcément le cas à Château-Thierry. ...

L'union

lundi 27 juin 2016

Une diversification vers les véhicules électriques (105 mots)

Page 31

Avec ses 47 employés, GTIE est spécialisée dans les domaines de l'électrification, l'éclairage public, les équipements urba...

VP12 - RÉNOVATION URBAINE, LOGEMENT, INNOVATION NUMÉRIQUE... (1 article)

LesEchos

lundi 27 juin 2016

Pictime aide la grande distribution à négocier son virage numérique (384 mots)

Page 33

Acheter comme et quand on veut, puis récupérer la marchandise chez soi, en...

VP14 - RURALITÉ, DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE, FAMILLE...

(2 articles)

LesEchos
LE QUOTIDIEN DE L'ÉCONOMIE

lundi 27 juin 2016

Xavier Bertrand met la question des migrants de Calais sur la table (531 mots)

Page 35

La question ultrasensible des migrants de Calais revient sur le devant de ...

**Courrier
picard**

lundi 27 juin 2016

La CDC mise sur la fibre optique (543 mots)

Page 36

Après la transition et énergétique par le biais de la rénovation thermique des logements, voici venu le temps de la transit...

VP15 - SANTÉ

(3 articles)

LE FIGARO

lundi 27 juin 2016

La territorialisation de la santé à marche forcée (482 mots)

Page 38

AINSI donc, deux Français sur trois n'ont jamais entendu parler des Groupements hospitaliers de territoires (GHT). C'est pourtant l...

LA VOIX DU NORD

lundi 27 juin 2016

Un mammographe dernière génération pour le CH Dron

Page 39

(486 mots)

PAR CHRISTIAN VINCENT TOURCOINGLAVOIXDUNORD.FR Tourcoing. Le cancer du sein est le cancer le plus fréquent chez la femme. I...

LA VOIX DU NORD

lundi 27 juin 2016

Des dépistages trop tardifs dans le secteur (293 mots)

Page 40

Le service public du versant Nord Est ne bénéficiait pas encore d'un tel matériel. C'est aujourd'hui chose faite et le serv...

POLITIQUE RÉGIONALE

(5 articles)

LA VOIX DU NORD

lundi 27 juin 2016

« Il faut entendre et respecter le vote des Britanniques »

Page 42

(488 mots)

propos Recueillis par Hervé FAVRE hfavre@lavoixdunord.fr - Après le coup de tonnerre du Brexit, comment l'Europe peut-elle ...

LA VOIX DU NORD

lundi 27 juin 2016

« En marche vers un projet progressiste pour maintenant »

Page 43

(474 mots)

-Le 12 juillet, vous réunissez à Paris votre mouvement « En marche ». Ce sera un meeting? «Ce sera un rassemblement ouvert, d'h...

Nord Littoral
Le journal de la Côte d'Opale
lundi 27 juin 2016

Emmanuel Macron à Calais ce lundi (337 mots)

Faut-il voir dans la venue d'Emmanuel Macron à Calais celle du ministre de l'Economie, ou celle de l'initiateur du mouvemen...

Page 44

**Courrier
picard**
lundi 27 juin 2016

La droite a choisi ses candidats pour la Somme (295 mots)

Pas de surprises dans les choix de la commission nationale d'investiture des Républicains pour les législatives de juin 201...

Page 45

L'union
lundi 27 juin 2016

Olivier Leroy entre dans la danse (498 mots)

Il promet une campagne d'un nouveau genre. Olivier Leroy, président de l'Alliance française se lance en politique. Il est c...

Page 46

P - EMPLOI ET
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE

Philippe Vasseur : « Un carnet d'adresses pas une baguette magique »

Il y a deux ans, vous aviez déclaré ne pas voir « l'intérêt de mettre la Picardie avec le Nord-Pas-de-Calais ». Et aujourd'hui ? À l'époque, je ne comprenais pas la logique, dans la mesure où l'on ne touchait pas à la Bretagne et aux Pays-de-la-Loire, aux populations pourtant inférieures. Je regrettais aussi un manque de concertation. La décision a été votée, il faut tout mettre en œuvre maintenant pour la réussir. En quoi un commissaire spécial à la réindustrialisation sera si différent d'un commissaire au redressement productif instauré jadis par Arnaud Montebourg ? La loi « NoTRE » a confié aux régions le rôle de chef de file de l'action économique. C'est une très grande nouveauté. Nous avons déjà eu des commissaires agissant au nom de l'État. Cette fois, j'aurai la double casquette État et Région, dont je pourrai saisir les services. Je serai coordonnateur, facilitateur et accélérateur. Je bénéficierai d'une petite équipe « commando ». Je travaillerai avec tout le monde, acteurs économiques et élus. Vous avez été nommé par un gouvernement et une Région de majorités opposées. Est-ce à cause de votre histoire centriste ? J'ai abandonné la vie politique il y a 16 ans. J'ai très bien travaillé avec le précédent président de Région, Daniel Percheron (PS). Je tiens à ce rôle consensuel. C'est l'une des originalités de cette mission transpartisane, d'ailleurs mal comprise par certains. Si la mission m'avait été confiée par quelqu'un d'autre qu'Emmanuel Macron, j'aurais hésité. Je connais Xa-

vier (NDLR : Bertrand). Je connais Emmanuel. Et ils se connaissent entre eux. Quel est l'atout majeur du Nord - Pas-de-Calais/Picardie ? Il faut arrêter de se lamenter. Nous disposons d'une situation géographique très intéressante. Si Toyota s'est installé dans le Nord, c'est parce qu'il voulait être au plus près de ses bassins de consommation. Xavier Bertrand réclame une « zone franche réglementaire » en Hauts-de-France. C'est-à-dire ? Il ne s'agit pas de réclamer une défiscalisation du territoire. Mais un droit à expérimenter, difficile à obtenir dans un pays très jacobin. Nous avons déjà vu des dossiers abandonnés à cause d'une réglementation appliquée de façon trop zélée. Nos obstacles principaux ne sont pas financiers. Si un bon projet se présente, l'argent on le trouve. Notre pays est compliqué. Or, les investisseurs veulent de la simplicité et de la rapidité. On en est capable. Regardez la future usine Safran, c'est grâce à une large mobilisation de tous les acteurs qu'elle va s'implanter dans une intercommunalité (la Porte du Hainaut, près de Valenciennes) présidée par un maire communiste. Arras va recevoir un nouveau grand laboratoire (LFB), avec 500 emplois à la clef. À quand une telle implantation en Picardie ? Des implantations de grandes unités sont encore possibles, mais ça devient rare. J'ai bien compris qu'Amiens avait un coup de blues. Ma mission visera en particulier sept territoires, dont justement l'Amiénois et le bassin Chauny-Tergnier-La Fère. Je me rendrai dans

chacun d'eux. Il sera nécessaire de donner des signes forts dans des territoires comme ceux-là. Avez-vous déjà des bonnes nouvelles en magasin ? J'espère d'abord que l'on évitera les mauvaises ! Mais, oui, nous avons des dossiers en cours. Dans l'immédiat, les premières entreprises qui m'ont contacté se trouvent plutôt en difficulté. J'ai un carnet d'adresses, mais pas de baguette magique. Des indicateurs passent au vert. Est-ce que « ça va mieux » ? Ça va moins mal. Le prix du pétrole ne repart pas à la hausse et l'argent reste peu cher. Des mesures produisent leurs effets comme le Crédit d'impôt. Mais même évalué à 1,6%, le taux de croissance ne sera pas suffisant. Ne surestime-t-on pas l'atout du canal Seine Nord ? Je le soutiens sans réserve. Mais il a deux problèmes : une certaine hostilité du port du Havre. Et 200 millions d'euros de l'Île-de-France qui manquent. La participation de l'Europe à 40%, à titre exceptionnel, est miraculeuse. Le canal va générer des milliers d'emplois. Et ses deux plates-formes formeront un formidable outil pour des filières à créer (batellerie, logistique, etc.) Votre mission est de 18 mois. À quoi mesurerez-vous son succès ? Il y a un vrai enjeu pour cette région en souffrance. Là où j'aurais échoué, c'est là où il ne se sera rien passé. Je ne fixe pas d'objectifs chiffrés. Les gens ne fonctionnent plus à la promesse, mais aux résultats. Propos recueillis par Gaël Rivallain (Courrier Picard) ■



En route vers l'emploi grâce à la voiture électrique

Il était une fois un jeune apprenti qui cherchait, pendant ses études, une entreprise capable de l'accueillir. Les entretiens se suivent et se ressemblent. Sans véhicule, pas d'emploi. Le jeune homme est prêt à quitter le centre de formation avant que ce même centre ne l'embauche, puis l'aide à passer son permis de conduire et à s'acheter sa voiture. « Ce jeune apprenti, c'est moi. Depuis, j'ai été agent de maîtrise, cadre, j'ai monté la start-up Oltys de développement d'application mobile, géré la sécurité de la COP21... », décrit Farid Saada. Que de chemin parcouru par cet enfant de Beauvais. Dix ans plus tard, c'est en partant de son expérience personnelle qu'il se lance dans l'association Tousmobile. Elle participe à l'insertion professionnelle de personnes sans emploi en les accompagnant pour lever les freins à leur mobilité. En 2013, une étude réalisée par le laboratoire de la Mobilité inclusive précisait que 50 % des personnes en insertion avaient dû refuser une proposition d'emploi ou de formation à cause de difficultés de déplacement. Une centaine de véhi-

cules électriques sera mise à la disposition des candidats dans l'Oise. Pour l'instant, 25 véhicules ont été validés, 32 doivent arriver d'ici fin juillet. En complément, 302 bornes de recharge seront déployées sur 12 communes d'ici 2017. Les bénéficiaires sont identifiés par la Maison pour la formation et l'emploi, Pôle emploi, Cap emploi ou la mission locale. Djedjiga Warzecka, 41 ans, fait partie des premières personnes à rouler en Renault Twizy. « Pour vous, c'est rien mais pour moi, c'est beaucoup ». Cette femme de ménage était prête à abandonner son emploi. « J'ai une heure de trajet par jour pour me rendre sur mon lieu de travail, à des horaires décalés où les bus ne passent pas. Je ne voyais plus mes enfants... » Grâce au projet Twiity, cette Beauvaisienne roule jusqu'à 70 kilomètres par semaine. « J'ai même pu accepter d'autres missions, je suis passée aux 35 heures. » Avec son ouverture de portes digne des films de science-fiction et son petit gabarit, ce drôle d'engin ne passe pas inaperçue dans le voisinage. « Avec ma rallonge, je branche la voiture sur une prise une

fois par semaine. Elle a une autonomie de trois heures. »

Lauréat du concours Talent BGE Picardie

Le demandeur d'emploi est aidé, et non assisté, dans sa démarche. « En plus de l'obligation de passer le permis pour certains, les bénéficiaires participent financièrement à la location, de 7 euros par jour à 225 euros le trimestre. En cas de difficultés financières des heures de bénévolat peuvent être mises en place », explique Farid Saada. L'association a bénéficié d'aides de la Région et du Département d'environ 300 000 euros. Les douze villes participantes au programme participent à hauteur de 1 500 euros par automobile et par an. Cette initiative, soutenue par EDF, vient de remporter le concours Talent BGE Picardie, dans la catégorie « Economie sociale et solidaire ». FANNY DOLLÉ ■



CHIFFRE

8 900 emplois non pourvus en 2015 en Nord - Pas-de-Calais - Picardie

8 900. C'est le nombre d'emplois non pourvus l'année dernière faute de candidats dans les Hauts-de-France. De quoi tordre le cou à une idée reçue. Ce chiffre, avancé par la CGT Insee dans sa lettre mensuelle, semble rendre « marginal » le phénomène des emplois dits vacants. Surtout si on le rapproche des 386 400 demandeurs d'emploi comptabilisés en fin d'année dans la grande région. La notion même de « difficultés » est relativisée par la CGT-Insee pour ces emplois vacants. Pour l'expliquer, le syndicat met aussi en avant l'inadéquation des candidatures, les problèmes liés à la gestion du recrutement et la nature du poste proposé qui « transforme le titulaire potentiel du poste en perle rare ». ■



BEAUVAIS

Sarenza a trouvé chaussure plus grande à son pied

C'EST L'UN des poids lourds de la vente en ligne en France et en Europe. Sarenza, le spécialiste de la chaussure sur Internet, va quitter Beauvais et ses 15 000 m² pour ouvrir une nouvelle plate-forme logistique à Réau, dans le sud de la Seine-et-Marne.

L'installation est en cours et l'activité s'apprête à démarrer progressivement. « Sarenza quittera Beauvais d'ici à fin août petit à petit, date du terme de notre contrat, confie Adrian Diaconu, président d'Alpha Direct Services, l'opérateur logistique de l'entreprise à Beauvais. Mais c'est nous qui assurons les soldes d'été, une période cruciale durant laquelle 50 000 colis partent chaque jour de notre entrepôt contre 10 000 en temps normal. » En Seine-et-Marne, l'entrepôt sera plus grand (18 000 m²) pour abriter un stock de plus d'1,5 millions de paires et employer plusieurs dizaines de salariés.

Il sera équipé d'un studio photo de 500 m², contre 200 m² actuellement à Beauvais.

Sarenza et le logisticien ADS restent muets sur les raisons du départ de Beauvais, du changement d'opérateur logistique et du choix de s'implanter dans le sud de la Seine-et-Marne. « Notre contrat de six ans avec Sarenza arrivait à sa fin, explique sobrement Adrian Diaconu. Pour nous, Sarenza était un client un peu particulier, car il faisait beaucoup de buzz, et aussi car nous avons beaucoup investi afin d'accompagner sa croissance en créant un outil logistique exceptionnel. Mais sur nos 200 clients, il représente moins de 10 % de notre chiffre d'affaires. Et ce départ n'aura pas d'impact sur l'emploi pour les quelque 65 salariés de Beauvais (jusqu'à 650 lors des pics d'activité), car nous avons déjà trouvé des clients pour prendre la suite. »

Impossible toutefois de connaître de nom pour l'instant. « Le personnel n'est pas inquiet pour l'avenir, mais il est déçu car il s'était investi énormément pour ce client, ajoute Eddy Binet, salarié ADS pour Sarenza à Beauvais et secrétaire CFDT des CE et CCE d'ADS. Si Sarenza figure aujourd'hui parmi les meilleurs dans les classements de performance logistique, c'est un peu grâce à nous et à notre outil. » ■



Beauvais. Sarenza, le spécialiste de la vente de chaussures sur Internet, quitte la ville et ses 15 000 m² pour ouvrir une plate-forme logistique de 18 000 m² à Réau, dans le sud de la Seine-et-Marne. (LP/A.D.)

par Marine Legrand



VP2 - TRANSPORTS,
INFRASTRUCTURES DE
TRANSPORT...

TER Comines-Lille : les usagers ont été écoutés mais seront-ils entendus ?

Comines. Seront-ils entendus ? L'avenir le dira. Mais, au moins, les usagers de la ligne TER Lille-Comines ont été écoutés. Après deux pétitions, ils ont été reçus ce jeudi par des élus de la commission Transports de la Région, qui possède la compétence du train express régional (TER). Autour de la table, le président de cette commission Franck Dhersin, en présence des maires (ou représentants) des communes traversées par cette ligne (La Madeleine, Comines, Quesnoy-sur-Deûle, Wambrechies...). En face d'eux, Clément Delattre, qui porte la voix des usagers pour sauvegarder et pérenniser cette ligne, et Gilles Laurent, de l'Union des voyageurs du Nord. Ils ont pu présenter un dossier complet sur l'importance de la ligne pour les usagers, mais aussi tous les problèmes rencontrés : la régularité catastrophique, l'état des infrastructures tout aussi lamentable, le manque de fréquence, la présence de trains fantômes (pour l'entretien de la ligne...). Le Wambrechinois a aussi insisté sur le

fait que c'était le mode de transport le plus rapide et le plus confortable, ne souffrant d'aucune comparaison possible avec le bus (la Liane) ou la voiture, à un moment où la décongestion des axes routiers est un enjeu majeur. De réponse, il n'y en eut. Mais pour Clément Delattre, la mobilisation a permis de donner une chance à la ligne. « J'ai vraiment eu l'impression qu'avant qu'on ne manifeste, c'était très mal parti pour l'avenir de la ligne. Maintenant, au moins, c'est sur de bons rails », explique-t-il en voulant croire en l'avenir.

Inscrit dans le SCOT

L'avenir de la ligne n'est peut-être pas aussi rose que cela. Si la faute a été rejetée sur l'ancienne majorité, qui n'a pas entretenu la ligne, les élus ont aussi fait valoir d'autres arguments : ce n'est pas la seule ligne à être en mauvais état, qu'il y a le désengagement de l'État... Des arguments qui ne tiennent pas pour Gré-

gory Tempremant, Cominois, élu à la Région, qui s'est invité à la réunion préparatoire de la commission transport. « La ligne fait partie des lignes ciblées quant à leur délabrement. Celle-ci a été abandonnée depuis des années », explique l'élu UDI, prêt à ne pas suivre sa majorité si elle ne fait rien pour cette ligne. « C'est inscrit dans le SCOT. Cette ligne est un atout primordial pour le désenclavement de la vallée de la Lys, reprend l'élu. Dans la campagne électorale, on s'est engagé à ne supprimer aucune ligne TER, il faut respecter nos engagements politiques » Il a ainsi interpellé le vice-président aux transports. Gérald Darmanin devrait le faire en plénière. Et même si c'est une ligne uniquement métropolitaine, « la Région doit prendre ses responsabilités », répond-il à ceux qui veulent renvoyer le bébé à la MEL. Dont le vice-président aux transports se nomme... Gérald Darmanin. FLORENT STEINLING ■



Aéroport : le ton monte sur l'insonorisation des riverains

L'Association de défense de l'environnement des riverains de l'aéroport de Beauvais-Tillé (Adera) affirme que les aides à l'insonorisation sont en panne de financement. La Société aéroportuaire de gestion et d'exploitation de Beauvais (Sageb), le dément. Selon l'Adera, « l'argent venant à manquer », seulement « 17 logements pourront être insonorisés dès 2016 » et dix autres « devront attendre 2017 ». Pour 60 autres logements en instruction, il restera « près de 92 000 euros pour insonoriser environ 5 logements » en 2018, et « environ 71 000 euros pour les années suivantes ». À ce rythme, conclut l'Adera, « il faudra 14 années, à partir de 2018, pour que les 87 dossiers déposés à ce jour soient financés... donc

en 2031. » La Sageb avance d'autres chiffres. En trois ans (2013-2016), « des travaux ont été engagés ou achevés pour 78% des dossiers éligibles » par le fonds pour l'insonorisation des riverains, ce qui constitue « un rythme inédit en France ». Un complément d'aide de 5000 euros maximum, non prévu par la loi car dépassant le plafond de l'aide réglementaire, a été reçu par 77% des bénéficiaires du fonds d'insonorisation. L'avance de trésorerie de 3 millions consentie à ce fonds par le propriétaire de l'aéroport, le Syndicat mixte de l'aéroport de Beauvais-Tillé (SMABT), « sera intégralement remboursée par la taxe acquittée par les compagnies aériennes. » La Sageb évoque toutefois indirectement un

problème de financement, évoqué lors de la réunion du 13 juin de la Commission consultative de l'aide aux riverains (CCAR). « Des dispositions pour ne pas allonger les délais de traitement des dossiers » ont été évoquées, et « Une semaine après, le 20 juin, le comité syndical du SMABT a fixé à fin octobre, au lieu de fin mars, la date des annuités de remboursement de ces avances et décidé de réduire le montant de ces annuités. » En somme, si le dispositif d'aide à l'insonorisation des riverains est très vite monté en puissance, - avec 2,967 millions de travaux engagés - a-t-il atteint un pallier durable ? « La Sageb reçoit une demande d'insonorisation par mois en moyenne » répond la société. ■



VP3 - FUSION,
ADMINISTRATION
GÉNÉRALE, AFFAIRES
JURIDIQUES...

« A+/A-1 »... La « bonne » note de Standard & Poor's pour la Région

Région. Non, la célèbre agence de notation américaine ne distribue pas ses bons et mauvais points aux seuls établissements financiers. Standard & Poor's note aussi les collectivités. C'est le cas tout récemment pour la nouvelle région Hauts-de-France. Un « A+ » à long terme et un « A-1 » à court terme, avec perspective « stable ». « C'est un renseignement technique indispensable pour les investisseurs qui permet d'indiquer la capacité et la volonté de la collectivité à payer sa dette en temps et en heure », explique Chris-

tophe Doré, directeur associé de S & P. « Sur les 20 crans de notre échelle de notation internationale, on peut dire que la note des Hauts-de-France équivaut à un 15/20 », estime Youssef Ait Benasser, analyste crédit pour le secteur public. « C'est une bonne note d'un point de vue international, un peu plus moyenne d'un point de vue franco-français. » Les Hauts-de-France souffrent d'un taux d'endettement élevé qui avoisinera les 160% des recettes de fonctionnement en 2018 (contre 138,4% à fin 2015). La nouvelle région « hé-

rite » des engagements pris par l'ancienne région Nord - Pas-de-Calais (projet Calais 2015 par exemple) : les dépenses d'investissement représentaient 32% des dépenses totales à fin 2015. Ce n'est pas forcément mauvais signe, mais cela coûte cher. Standard & Poor's ne s'inquiète pas outre mesure pour la Région, la situation de liquidité étant bonne, et maintient des perspectives « stables » pour les deux prochaines années. De quoi rassurer les investisseurs. J.-M. PETIT ■



La CFDT devance la CGT aux élections professionnelles

Près de 9000 agents du conseil régional des Hauts-de-France étaient appelés aux urnes ce jeudi 23 juin, pour élire leurs représentants dans les commissions administratives paritaires et commission d'hygiène et sécurité au travail (CHSCT). La participation s'est élevée à 56%, avec un taux plus élevé dans les services régionaux (70%) que dans les lycées (50%) qui concentrent les plus gros effectifs de la collectivité. Les résultats au sein du comité technique, l'instance majeure de débats sur les questions collectives (15 sièges), ont placé en tête la CFDT (28,6%) avec 5 sièges, devant la CGT (26,7%) avec 4 sièges et la FA-FPT (13%) avec 2 sièges. Derrière, l'UNSA (10,8%), la CFTC (6,4%), SUD (5,7%)

et FO (5,4%), ont tous obtenu un siège chacun. Seule la FSU n'a pas eu de siège. En ce qui concerne la commission administrative paritaire (dédiée aux situations individuelles), là encore la CFDT est arrivée en tête, devant la CGT, la FA-FPT et l'UNSA.

Une réorganisation délicate entre Amiens et Lille

« Ces résultats nous donnent clairement un mandat pour conduire la fusion », analysait ce vendredi Benoît Guittet, représentant à la CFDT, qui revendique 46% de voix dans les services régionaux (et même 55% à Amiens). Un prochain comité tech-

nique est déjà prévu le 11 juillet. Il sera présidé par Brigitte Fouré, vice-présidente à l'administration générale. Il y sera question, notamment, des premières mesures de réorganisations au sein de la collectivité et de la nomination des « directeurs préfigurateurs ». La CFDT entend pour sa part défendre notamment l'idée de figer un nombre d'emplois global et sa clef de répartition entre Amiens et Lille. Soit autant de sujets sensibles qui arriveront sur la table dans un contexte de méfiance des agents. Le 20 mai dernier, une partie d'entre eux était descendue dans la rue à Amiens et Lille pour dénoncer la gestion des ressources humaines. G.R ■



La sous-préfecture de Vervins donne l'exemple

Nommé fin avril préfet de Région, Michel Lalande était en visite à la préfecture de l'Aisne, vendredi. Il y a réaffirmé le caractère irréversible de la réforme territoriale : « Les nouvelles régions se feront malgré les insatisfactions des uns ou des autres. Cette réforme a déjà été entreprise par nos voisins européens, il y a longtemps. La France ne peut s'arc-bouter sur des vieux principes. » Le préfet a confirmé la volonté de l'État de rester au plus proche des citoyens, la réforme territoriale ne devant pas aboutir à une régionalisation de l'État. « Pour garantir cette proximité, nous avons choisi de faire de la sous-préfecture de Vervins un exemple emblématique de la présence de l'État, en lien avec les collectivités territoriales. » Pour le préfet de Région, il est clair

que les missions dévolues aux préfectures et sous-préfectures ont évolué depuis l'arrivée d'internet. « Les guichets étaient jusque-là le lieu où l'usager pouvait accéder aux formalités administratives. Désormais, ces travaux ne sont plus à la charge des employés, nous pouvons les affecter à d'autres missions. » Première conséquence de cette décision : la taille de l'arrondissement de Vervins sera retravaillée. « Nous allons épouser le périmètre du pays de la Thiérache », a confié Nicolas Basselier, le préfet de l'Aisne, qui aura la mission de suivre cette mutation. Ce redécoupage effectué, la population sous la responsabilité de la sous-préfecture, passera de fait de 66 000 à 75000 habitants. « Les sous-préfectures et leurs sous-préfets auront alors un rôle accru dans la gestion des crises,

comme on a pu le voir à Saint-Quentin avec les inondations », a expliqué Michel Lalande. Le préfet de Région a souligné la place de plus en plus importante que le sous-préfet sera amené à prendre dans l'accompagnement des chefs d'entreprise et des élus en matière d'emploi. Il a tenu à faire part d'une initiative encore inédite qui va être mise en place en juillet à Douai avec le président de la Région, Xavier Bertrand. « Le service public de l'emploi local travaillera désormais en collaboration avec les élus de la Région. À ceux qui pensaient que l'État allait se retirer, je peux dire fermement non, il revient en force », a conclu le préfet de Région. Marie-Pierre Duval ■



VP8 - CULTURE

Trois cents soldats ont-ils été oubliés à Lorette ?

Manque-t-il un nom sur l'anneau de la mémoire? En mai 2015, c'est la question que l'on s'est posée pour narrer la mésaventure de la famille Charbonneau, dont les ramifications s'étendent du marais vendéen jusqu'aux rives du Saint-Laurent au Québec, navrée que le nom de Joseph, jeune cultivateur de 25ans, mort sous les balles ennemies pendant la bataille de la Somme, ne figure pas sur cet anneau de la mémoire inauguré en novembre 2014 par François Hollande.

La justice saisie

Tout ça parce que ce bougre de Joseph, son mètre cinquante-deux et son menton à fossettes avaient eu la fort mauvaise idée de tomber, en novembre 1916, à Morval, enclave du Pas-de-Calais dans la Somme. Et qu'il avait été ainsi inscrit, par erreur, sur son acte de décès, que le mitrailleur du 66eRI de Tours (du reste enterré dans le cimetière de la nécropole de Lorette, carré 91, tombe 18 564) avait péri chez les Picards! Devant l'injustice, le sang des Charbonneau n'avait fait qu'un tour... d'anneau. Étienne (Charbonneau, donc), journaliste à la retraite, avait mené l'enquête et remué ciel et terre pour que l'on rétablisse l'honneur de Joseph. En vain. Tombant avec l'armée sur un mur, et avec la Région et son historien, Yves Le Maner, sur un os. Jusqu'à ce que le tribunal de grande instance de La Roche-sur-Yon, saisi par Étienne, n'ordonne le

7 décembre 2015 la rectification de l'acte de décès, indispensable préalable à l'inscription de Joseph en lettres d'or sur le 500e panneau de l'anneau, prévu pour accueillir les noms manquants. Happy end? Pas exactement...

Un Morval, des... Morvaux !

Un brin agacé par l'inaction et le dédain de ses interlocuteurs, Étienne a un peu plus fouillé les archives. Et ainsi découvert que ce sont pas moins de trois cents noms de soldats tombés à Morval qui devraient voir leur patronyme gravé sur l'anneau! Rien que sur les 338 soldats « Morts pour la France » à Morval à l'automne 1916, seuls 35 ont eu droit à avoir leur nom mentionné sur l'anneau, les 303 autres étant notés comme morts dans la Somme. « En fait, le ministère de la Défense a réparti les 338 noms en quatre catégories, explique Étienne. Il y a 30 morts à Morval Pas-de-Calais, 5 à Morval près de 62-Pas-de-Calais, 197 à Morval 80-Somme et 106 à Morval près de 80-Somme! On trouve aussi des morts devant, derrière, au nord-est, au sud-ouest, à 500 m... de Morval! » Il n'y aurait donc pas un Morval, mais des Morvaux! Et c'est un Charbonnal... euh un Charbonneau qui vous le dit! « Peut-être les historiens y comprennent-ils quelque chose, mais ça reste sinon incroyablement flou et complexe. Comme si on avait

mesuré au centimètre près la position des corps pour dire s'ils avaient été ramassés sur le territoire de la Somme ou du Pas-de-Calais! », fulmine Étienne. Qui plaisante à peine. Récemment, le ministère de la Défense a réintégré quatre soldats dans la catégorie des morts à « Morval Pas-de-Calais », alors que leur acte de décès portait la mention « Somme ». Pourquoi eux? Pourquoi pas les autres?

Un anneau « grande région » ?

« On ne pourrait pas simplifier en disant qu'ils sont tous morts à Morval? L'enchevêtrement des corps, la situation géographique difficile à exprimer sur des champs de bataille ravagés, les pénibles conditions d'exercice de l'officier d'état-civil : il est compliqué de dire où est précisément mort un soldat... », s'exaspère Étienne. Qui va encore plus loin. À l'origine, l'anneau (dont la construction a coûté 8 M€) a été conçu pour honorer la mémoire de tous les soldats morts dans le Nord - Pas-de-Calais entre 1914 et 1918. « Mais maintenant que la région inclut la Picardie, ne conviendrait-il pas d'ajouter les noms de ceux tombés dans la Somme, l'Oise, l'Aisne? » Il aurait bien voulu poser la question à la nouvelle Région, mais le service compétent a disparu. Nom de nom. Hubert Féret ■



Le village de Bouvines, prêt à replonger dans le XIIIesiècle

PAR KÉVIN MOREAU
villeneuve-
dascq@lavoixdunord.fr BOUVINES.
J-3 avant la première représentation
de la bataille de Bouvines. Ce spec-
tacle mêlera plusieurs genres artis-
tiques : son et lumière, scènes de
théâtre, chorégraphies, cascades,
chevauchées, combats... Entre le 30-
juin et le 3juillet, quatre représen-
tations permettront de se replonger en
septembre1214. L'échéance appro-
chant, les 180bénévoles de
l'association « Bouvines, l'aventure
continue » peaufinent les derniers
détails. La première répétition costu-
mée s'est même jouée, ce dimanche,
à l'espace Bouvines. Une étape pas
uniquement symbolique. « Ça permet
à chacun de porter son costume et de
rentrer dans son personnage. Ça per-
met aussi d'apporter les dernières re-

touches », souligne Franck Nielacny,
chargé de la communication de
l'événement. Jusqu'à 1500specta-
teurs -soit 6000 pour les quatre
jours- pourront être accueillis dans
les deux gradins. Ceux-ci sont déjà
disposés autour de la scène, une pe-
louse verte qui comprend un bac à
sable. « L'idée est de jouer le plus
près possible du public, de faire en
sorte qu'il fasse partie du spectacle. »
La partie technique est déjà prête :
les mélodies médiévales ont rythmé
la préparation. Les dialogues, déjà
enregistrés, sont diffusés pendant les
scènes. Charge aux acteurs de bouger
les lèvres au bon moment. « Les nar-
rateurs parleront en live et joueront
avec le public », glisse Christian Du-
mortier, le président de l'association.
Les décors complèteront la mise en
scène. « Ils arriveront lundi ou mardi,

au plus tard », poursuit Christian Du-
mortier. Le président de « Bouvines,
l'aventure continue » peut être se-
rein. Il y a un mois, il devait combler
un trou de 15000euros. Quelques
subventions devaient permettre
d'équilibrer les comptes de
l'association. Un exemple ? « La Mé-
tropole européenne de Lille (MEL) ne
donnera finalement que 10000euros
sur les 50000réclamés », expliquait à
l'époque Christian Dumortier. Le
problème aurait depuis été résolu.
« La Région a répondu favorable-
ment, le budget est bouclé. » Et
d'entrevoir l'avenir avec ambition.
« Si les bénévoles et le public ré-
pondent présent, on reviendra
l'année prochaine. » ■



Il reste encore des places

Quatre représentations sont programmées chaque jour, du 30 juin au 3 juillet, à l'Espace Bouvines, au 234, rue Saint-Hubert. L'accueil est fixé à 20h30, le début du spectacle à 22 heures. La représentation dure environ 1h30. Des places entre 10 et 25 euros Jeudi 30 juin et dimanche 3 juillet, les places coûtent 13 euros

par personne. Le prix gonfle à 15 euros, pour les représentations du vendredi 1er et du samedi 2 juillet. Deux tarifs spéciaux sont mis en place : 10 euros pour les moins de 12 ans, 25 euros pour le carré d'or, sorte de rangées VIP. Trois possibilités pour acheter des places Il est possible de réserver sa place. Pour cela, quelques clics sur le site Internet de

l'association organisatrice, « Bouvines, l'aventure continue ». Autre solution : un petit détour à la mairie de Bouvines. Pour les plus indécis, une billetterie sera ouverte avant chaque représentation. Attention : celles de vendredi et de samedi sont les plus prisées. Ké.M. ■



Portons sur Calais le même regard que Long Ma

Ce n'est pas une mais deux apothéoses qu'a offertes la Machine aux spectateurs de « L'Esprit du cheval-dragon ». La première a été la confrontation de Long Ma et Kumo, donnée samedi en nocturne devant l'hôtel de ville. Puis leur ultime affrontement, hier après-midi, au bassin ouest devant un public estimé, de source officielle, à au moins 50000 personnes. Lors de cette conclusion, le cheval-dragon a eu raison de l'orgueil de l'Araignée. Long Ma a salué son public de sa plus belle flamme, une dernière fois. Et c'est de concert que les deux créatures se sont inclinées devant le Temple rendu au ciel, avant d'être éteintes. Le salut au public de François Delarozière, des manipulateurs, des techniciens, des bénévoles, du Channel et de la Machine confondus a été très émouvant. À en juger par les compliments qui fusaient dans le public, on se dit que Calais a hâte de les revoir. Pour François Delarozière, « Calais, avec ses boulevards et les dimensions

de ses constructions, se prête très bien à ce type de spectacle. Son échelle se marie parfaitement avec celle des Machines, et ça peut donner de très jolies choses... » L'affluence du public aux parades de Long Ma et Kumo durant ces quatre derniers jours confirme largement ses dires. Les attentes étaient nombreuses autour de ces quatre jours de spectacle qui ont vu s'associer le Channel, initiateur de l'événement, avec la ville de Calais. Des attentes dont certaines étaient peut-être surestimées. « Si les commerçants vendent quelques sandwiches de plus, j'en serais vraiment ravi » dit Francis Peduzzi, le directeur du Channel, « mais ce n'est pas mon propos. Moi, je me situe exclusivement à l'endroit de la poésie. Ce que nous proposons avec la Machine, c'est un moment de poésie dans la ville, pour ses habitants. Et cela ne nous semble pas inutile. » Regarder passer les créatures de Delarozière, c'est aussi porter un regard attentif sur sa propre ville. La magie

de la compagnie la Machine, c'est de donner vie à de la mécanique. Les manipulateurs du cheval-dragon ont une large gamme d'expression à lui donner. Et souvent c'est une Long Ma curieuse, humble et admirative qu'ils ont animée pour nous. Devant le théâtre, l'église Saint-Pierre, face à la mer, et dans tant d'autres tableaux, Long Ma nous a tous entraînés dans son hommage à Calais. Calais « ville sinistrée » comme l'ont si subtilement décrite nos confrères de TF1 : ce qui n'était pas exactement dans les attentes du maire Natacha Bouchart. En Chine, François Delarozière a appris que l'esprit du cheval-dragon est une aspiration à l'accomplissement, à une certaine réussite : « C'est le pendant chinois du rêve américain ». Kumo et Long Ma ont fait passer un flux d'énergie positive dans Calais. Dans ses rues rendues aux piétons, il y avait des sourires sur les visages. Il y avait de la joie d'être à Calais. Grégoire FAUCQUEZ ■



Un succès au-delà des attentes

L'idylle entre Calais et les créations de François Delarozière a vingt-deux ans, mais elle peut encore surprendre. La preuve en a été durant ces quatre jours, et en particulier avec le dernier acte de l'Esprit du cheval-dragon, qui a attiré au moins 50 000 personnes au bassin ouest. C'est l'équivalent du Grand Stade de Lille complet. « On ne s'attendait pas à voir autant de monde, commente François Delarozière. Si bien qu'on regrette de ne pas avoir sonorisé l'autre côté du bassin, car techniquement c'était faisable. C'est juste, qu'on ne s'attendait pas à ce qu'il y ait des spectateurs jusque là-bas. » La veille au soir, 40 000 personnes étaient devant l'hôtel de ville pour la première et somptueuse confrontation entre Long Ma et Kumo. « On ne va pas faire de fausse modestie, c'est un grand succès », se réjouit Francis Peduzzi, les traits tirés au terme de ces quatre jours de spectacle. Peu d'événements sont aussi fédérateurs que les parades de

la Machine. On y croise absolument tout le monde, y compris des gens qui ne se côtoieraient pas autrement. Serait-ce propre au spectacle de rue ? Rien n'est moins sûr, pour Francis Peduzzi : « Je ne programme pas simplement un spectacle de rue : je programme un spectacle de la Machine. Il se passe avec la Machine, avec François Delarozière, quelque chose qui ne se passerait pas avec d'autres compagnies, bien qu'elles fassent du spectacle de rue... Je crois que ce qu'on vient de faire là dépasse tout ce qu'on a fait précédemment. Ça dépasse l'Éléphant, ça dépasse tout... » La ville de Calais aimerait que les Machines reviennent tous les deux à trois ans à Calais. Le directeur du Channel ne veut pas créer de faux espoirs : « Là, on a répondu à une opportunité... François Delarozière a vraiment insisté pour venir à Calais, et je n'ai pas pu lui dire oui tout de suite, parce que le Channel ne pouvait pas financièrement. Si on accepte le moment de l'Araignée, qui

était propre au Channel, ça faisait dix ans qu'on n'avait pas vu la Machine à Calais. Passer à deux-trois ans, ce n'est plus la même attente. Et puis il faut une nouvelle histoire, une nouvelle machine, tout ça ne vient pas comme ça... Ce qui est sûr, c'est que François Delarozière sera au Channel en novembre. » Le directeur du Channel n'en dira pas plus. La coproduction d'une prochaine machine n'est pas à l'ordre du jour : « La production d'une machine comme Long Ma, c'est plusieurs millions d'euros. Le Channel ne peut plus jouer de rôle à l'échelle qu'a atteint la Machine... Mais nous avons une coproduction en cours avec François Delarozière : c'est la nouvelle tribune du Channel. » De son côté François Delarozière n'hésite pas une seconde : il veut que la Machine revienne à Calais. Au moins 50 000 personnes sont d'accord. G.F. ■



Le nouveau théâtre a pris son envol mais des questions planent toujours

PAR SYLVAIN DELAGE
boulogne@lavoixdunord.fr
CONDETTE. 1Et maintenant, quelle programmation? Passés ces trois jours de festivités, le théâtre élisabéthain accueillera dès jeudi la soirée d'ouverture du Midsummer Festival (clavecin et soprano au programme), puis les concerts, les pièces et le cabaret rock jusqu'au 16juillet. Et après? « On reprendra la saison en février, annonce Valérie Painthiaux, directrice du château. En attendant, on travaille sur des résidences de créations, donc le théâtre vivra différemment. » La programmation 2017 n'a pas encore été arrêtée. 2Un théâtre trop élitiste? C'est la critique qui revient souvent sur les réseaux sociaux. Ceux qui ont pris la peine de se déplacer ce week-end ont pu constater que les animations étaient pour le moins décalées et diversi-

fiées, entre les comédiens loufoques de la compagnie Deracinemoa, les jongleurs, les arts de la rue...« La programmation sera à cette image, très variée, assure la directrice. Il y aura des temps festifs, ouverts, familiaux, et des spectacles plus pointus et élitistes. On proposera du théâtre, de la musique, de l'opéra, des performances... » Pour juger, le mieux, ce sera donc d'y aller. 3Une facture trop salée? La question du coût de cet équipement (6 M€) a secoué le nouveau théâtre quelques jours avant son ouverture, lorsque des inscriptions ont été taguées sur les façades, mettant en cause l'investissement et les élus. Elle est revenue au fil des discours inauguraux, Michel Dagbert, le président du Département, défendant l'idée de « l'ouverture des esprits par la culture ». L'architecte Andrew Todd rappelle que la construc-

tion de la salle philharmonie d'Hambourg a coûté « 200 fois plus » (789M€, plus exactement), même s'il est bien plus imposant, évidemment. 4Quelles seront les coûts de fonctionnement? Difficile à dire tant que la programmation annuelle n'est pas connue. La directrice explique aussi que les multiples lignes budgétaires compliquent le calcul. Avant d'avancer le chiffre d'« un million d'euro par an pour le budget de fonctionnement », et à peu près autant pour la masse salariale, sachant que les 25 à 30 salariés travailleront indifféremment pour le château et pour le théâtre. « Après, il faut se poser la question de ce que ça rapporte en termes de culture, d'attractivité et d'image touristique », rappelle-t-elle. Et ça, comme dirait la publicité, ça n'a pas de prix! ■



Devenez ambassadeur du patrimoine minier et de sa nature

Par pierre rouanet prouanet@lavoixdunord.fr valenciennois. Ils et elles sont véto, métallo, coiffeuse, enseignante... Depuis six ans, chaque année, ils rejoignent la nouvelle quinzaine de volontaires qui parcourt les sites du bassin minier. Des bénévoles à la manœuvre d'une ou plusieurs visites, « près de chez eux », de deux heures de balade comme quatre de rando, pour faire découvrir leur patrimoine : son histoire, sa faune, sa flore... Des ambassadeurs d'un CPIE Chaîne des terrils - installé à Loos-en-Gohelle et qui ne peut se démultiplier sur son long territoire - qui « créent et animent des sorties grand public sur le patrimoine historique et naturel de ce riche territoire qu'est le bassin minier ».

Différents sites et sensibilités

Certains ne jurent que par l'histoire des mines, d'autres vibrent à chaque sérénade du péloodyte ponctué (ce crapaud pas plus gros qu'un pouce et au chant puissant qui s'ébat sur les terrils). Peu importe. Tant mieux, même : « On cherche des sensibilités et des approches différentes », commente Rémi Chimot. Le guide animateur nature et patrimoine espère aussi séduire des candidat(e)s pour différents sites. D'autant que le CPIE est en déficit d'ambassadeurs dans le Bruais, le Douaisis et le Valenciennois. Pour ce dernier territoire, ils ne sont que quatre : un bénévole à Escaudain et un autre en formation, un guide de rando pour la mare à Goriaux et une volontaire pour observer les libellules du terril Sabatier.

Formés et accompagnés

D'autres ne manquent pas d'idée mais hésitent encore à sauter le pas. Pas de crainte, l'association ne lâche pas aussi facilement ses castors juniors dans la nature. Tout débutera par une réunion d'information, le 10 septembre (1). Une formation de dix séances sera ensuite proposée d'octobre 2016 à 2017, autant sur la mise en œuvre des visites que sur le patrimoine minier et ses ressources naturelles. « Après, chacun définit son circuit, se documente, construit sa visite. Pas de pression, chacun va à son rythme et on est là en permanence pour les aider. » (1) Pour s'inscrire à la réunion ou pour tout renseignement sur la formation, contacter le 03 21 28 17 28. Les différentes visites guidées et leur calendrier sont sur www.chainedesterrils.eu ■



**VP9 - FORMATION ET
RELATIONS AVEC LES
ENTREPRISES**

Vers un duel pour la CCI d'Amiens

C'est officiel. Non seulement, Patrick Letellier, le fondateur de la Brasserie Chez Jules à Amiens est le candidat du Medef pour la présidence de la CCI Amiens-Picardie dont les élections auront lieu en novembre. Mais il est fort probable que l'on s'achemine - ce qui est rare dans les scrutins consulaires où le consensus est de mise - vers un duel puisque Fanny Ruin, soutenue par la CGPME, emmènera également une liste, même si celle-ci compte également des membres du Médef. « Nous ne sommes pas parvenus à un compromis avec la CGPME et j'en suis navré. Fanny Ruin voulait la tête de liste ou rien », regrette Nicolas Decayeux, le président du Medef Somme qui ajoute : « Les enjeux de la CCI doivent dépasser les querelles amiénoises. » Patrick Letellier est loin d'être un inconnu. Non content d'avoir fondé Chez Jules en 1990, une des meilleures tables d'Amiens mais aussi une des plus belles affaires de

restauration en Picardie, il est aussi le père fondateur du marché de Noël d'Amiens avec l'association des commerçants Cœur de ville. Il a été élu à la CCI de 1995 à 2010, à une époque où celle-ci était très active (centres d'appels, pôle Jules-Verne, création de l'ESIEE, etc.), déjà sous la présidence de Bernard Désérable. Patrick Letellier était alors particulièrement impliqué dans les questions liées au commerce et à l'accompagnement de la piétonisation. En 2010 cependant, il ne se représente pas. « Je n'étais plus trop d'accord avec la gouvernance, sur le fonctionnement interne de l'établissement et la manière dont les élus y étaient considérés », dit-il. Un propos qui vise autant le directeur de l'époque, André Alexandre, que le président. Du coup, il ne peut plus être présenté comme un représentant du club des anciens qui voudraient garder la main sur la maison. « J'ai 61 ans et je serai le plus âgé de ma liste mais celle-ci comportera

85% de nouveaux venus », confie-t-il. Parmi les colistiers annoncés : Joël Perron (Tutor), Grégoire Blondel (Transports), Ludovic Cuvillier-Vasseur (immobilier), Stéphane Conty, Stephan de Butler, Brigitte Walburger (Cado à Doullens), etc. Cette candidature d'un poids lourd ne change rien à la détermination de Fanny Ruin. « Je sens autour de moi un véritable mouvement des chefs d'entreprise. Je savais qu'il y avait un besoin de renouvellement à la CCI d'Amiens. Je n'imaginais pas qu'il était à ce point intense », lâche-t-elle. « Je peux amener des compétences dans l'animation d'une équipe, je ne ferai qu'un seul mandat, il y aura davantage de transparence qu'aujourd'hui. Et je veux que l'on parle des enjeux majeurs pour nos entreprises et notre territoire », répond en écho Patrick Letellier. Benoît Delespierre ■



VP11 - LYCÉES

Deux partenaires autour d'un drone

Enseignement technique et PME locales, les liens sont parfois compliqués. Ce n'est pas forcément le cas à Château-Thierry. GTIE a accueilli ce vendredi trois élèves de terminale STI DD (sciences et technologies de l'industrie du développement durable), du lycée général et technologique Jules Verne, venus dans la cour de cette entreprise située en zone industrielle, procéder à une démonstration un peu particulière. L'objet de leur visite était le vol d'un drone fabriqué tout au long de l'année scolaire depuis la rentrée de septembre 2015. Un drone commencé en fait par la promotion de l'année dernière, mais finaliser par un trio constitué d'Alex, Felipe et Mathias.

Ces trois élèves ont réussi leur démonstration, devant les yeux satisfaits de Christophe Thibault, directeur de GTIE. « Notre partenariat avec le lycée Jules-Verne va continuer », annonce ce dernier, qui souligne aussi la bonne réputation de Jules Verne, notamment dans le domaine de la robotique. Toujours actuellement en phase expérimentale, le drone servira à inspecter l'état des « armements », à savoir les lignes électriques et autres poteaux. Actuellement, ce type d'inspection est assuré par un technicien qui monte dans une nacelle. Toujours selon ce directeur, le drone rendra le technicien plus autonome.

Lithium polymère

Dirigé par une télécommande, le drone est alimenté par des batteries au lithium polymère. Il pèse 3,5 kilos et est équipé d'un appareil photo et d'une caméra pour vérifier l'état des lignes. Une démonstration qui sera suivie de réglages et d'une phase de professionnalisation. C'est à Patrice Parmentier, directeur délégué des formations technologiques et professionnelles, que revient l'idée de cette création. Une initiative désormais suivie et encadrée par les responsables de l'enseignement technologique et notamment Philippe Ravier, Professeur. Michel Mainnevret ■



Une diversification vers les véhicules électriques

Avec ses 47 employés, GTIE est spécialisée dans les domaines de l'électrification, l'éclairage public, les équipements urbains dynamiques, les réseaux divers mais aussi l'ingénierie électrique. Ses domaines d'applications sont : parking en do-

maine public et privé, concession automobile, station-service, habitat individuel et collectif, commerce, hôtel, restaurant et site industriel. Son travail consiste à analyser les besoins, définir des solutions adaptées, installer et mettre en service,

maintenir les infrastructures. Enfin, GTIE accompagne désormais dans les projets d'aménagement d'espaces de recharge pour véhicules électriques. ■



VP12 - RÉNOVATION
URBAINE, LOGEMENT,
INNOVATION NUMÉRIQUE...

Pictime aide la grande distribution à négocier son virage numérique

Acheter comme et quand on veut, puis récupérer la marchandise chez soi, en relais colis ou en magasin, c'est la transformation digitale résumée par Laurent Duiquet, cofondateur de Pictime Groupe.

Cette société accompagne ses clients, des entreprises de distribution, dans cette transformation en les aidant à mettre en place les systèmes d'information pour que ce parcours client puisse passer par n'importe quel canal : magasin, Internet ou smartphone, et que tous ces « canaux » soient interconnectés. Pictime les aide aussi « à mettre la bonne technologie au bon endroit pour connecter les magasins physiques au digital », ajoute Franck Flipo, l'autre cofondateur.

L'entreprise créée en 2002 s'est enrichie de Coreye, qui propose de l'espace de stockage en ligne sécurisé avec trois « data centers » pour héberger les données et des logiciels d'infogérance et de cryptage de données, notamment pour la banque et la santé. L'agence de marketing digital Rouge Interactif complète le tout. Le groupe, qui compte 250 clients, est passé de 80 salariés et 7,7 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2008 à 19 millions aujourd'hui, avec 250 salariés. L'effectif devrait atteindre 300 salariés en fin d'année. Au vu des besoins du marché, les deux cofondateurs prévoient de doubler et leur activité et leur effectif d'ici à trois ou cinq ans.

Acquisition en vue

Le groupe, qui était à l'étroit dans ses 1.200 mètres carrés de bureaux, a inauguré récemment sur le parc de la Haute Borne, à Sainghin-en-Mélantois, non loin de Lille, de nouveaux locaux de 3.000 m². Il a déjà deux autres bâtiments en projet pour doubler cette surface en 2019, un investissement total de 10 millions d'euros. Pictime a aussi accéléré son développement dans le mobile en reprenant la société roubaisienne Mobilis Digital en 2012. Il avait auparavant ouvert une agence à Paris en 2010, qui compte 20 salariés. Il prévoit de la développer par croissance externe. ■

par Nicole Buyse

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

Effectif : 250 salariés

Chiffre d'affaires : 19 millions

Activité : logiciel



VP14 - RURALITÉ,
DÉVELOPPEMENT DU
NUMÉRIQUE, FAMILLE...

Xavier Bertrand met la question des migrants de Calais sur la table

Le président de la région des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, exige du gouvernement qu'il dénonce les accords du Touquet.

La question ultrasensible des migrants de Calais revient sur le devant de la scène après le vote des Britanniques sur le Brexit. Le président Les Républicains des Hauts-de-France, Xavier Bertrand, a solennellement demandé vendredi au gouvernement français de dénoncer les accords du Touquet signés en 2003 par Londres et Paris. Ces accords, signés après la fermeture de Sangatte, avaient pour principal objet de situer la frontière franco-britannique, et donc les contrôles, à Calais, afin de mieux maîtriser les flux migratoires. En vertu de ce traité bilatéral, la Grande-Bretagne a investi plusieurs dizaines de millions d'euros côté français pour sécuriser les infrastructures notamment portuaires, construire des kilomètres de grillage et renforcer les contrôles douaniers.

« Le peuple britannique a tranché, je demande au gouvernement français de renégocier les accords du Touquet. Ils doivent reprendre leur frontière sans tarder et que l'on ne nous dise pas qu'il faut attendre de négocier », a déclaré Xavier Bertrand.

Rocade où passent les camions

Depuis des mois, le nouvel homme fort des Hauts-de-France plaide pour une révision de ces accords. Il estime qu'à Calais, chaque soir sur la rocade où passent les camions, on frôle le drame avec des migrants tentant de monter dans les véhicules. Dans le cadre de la campagne référendaire, un porte-parole du 10 Downing Street avait, lui-même, agité l'hypothèse d'un transfert du jour au lendemain du centre de Calais vers le sud-est de l'Angleterre, un argument qui devait peser en faveur du « remain ». Emmanuel Macron avait, également, indiqué qu'en cas de Brexit, « la France ne retiendrait plus les migrants à Calais ». Mais Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, l'avait alors corrigé en estimant au contraire que le Royaume-Uni n'étant pas dans Schengen, rien ne justifiait la remise en cause du traité. Le ministre de l'Intérieur avait estimé que dénoncer le traité reviendrait à « envoyer le signal aux passeurs qu'ils sont légitimes à mettre tous les migrants à la frontière pour qu'ils

passent » et dans ce cas, demain, il n'y en aurait plus 6.000 mais 20.000.

« Juridiquement ce traité lie deux Etats et n'a pas de liens avec l'appartenance des Britanniques à l'Europe », insiste l'avocat spécialiste des affaires internationales Frédéric Scanvic. Au total 4.500 migrants sont recensés dans la jungle de Calais (contre 6.000 début juin), plus quelques centaines d'autres le long du littoral, notamment 800 à Grande-Synthe.

En attendant, le président des Hauts-de-France tend la main aux entreprises britanniques. Il prévoit de réunir la semaine prochaine les acteurs économiques de son territoire. « Nous allons mettre en place des aides pour les entreprises qui voudraient venir installer leurs sièges, leurs entrepôts ou leurs usines. Je laisse la finance à Valérie Pécresse », a-t-il affirmé.

Correspondant à Lille ■

par Olivier Ducuing



La CDC mise sur la fibre optique

Après la transition et énergétique par le biais de la rénovation thermique des logements, voici venu le temps de la transition numérique... Pour la Caisse des dépôts et consignation (CDC), l'année 2015 aura été marquée par un nouvel effort en faveur du déploiement du très haut débit sur le territoire de l'ex-Picardie. Sur les 18 derniers mois, elle aura ainsi injecté quelque 75 MEUR dans le déploiement de la fibre optique : un prêt de 45 MEUR pour le réseau THD de l'Oise, un autre de 9 MEUR dans la Somme, un troisième de 21 MEUR dans l'Aisne auquel s'ajoutent 3,3 MEUR injectés en fonds propres... En l'espace d'un an et demi, la Caisse est ainsi devenue un acteur clé de la révolution numérique identifiée comme un élément stratégique du développement économique régional. Lequel demeure évidemment une priorité de la caisse des Dépôts, au même titre que le logement social

puisque la CDC aura encore financé en 2015, la construction de 3 300 nouveaux logements sociaux et la réhabilitation de 7980 logements. Rappelons que la totalité des prêts accordés au titre de la construction ou de la réhabilitation des logements sociaux sont adossés à la cagnotte du livret A et au livret d'épargne populaire gérés tous deux par la CDC. Réorientation stratégique vers moins de public et plus de privé ? La CDC entend multiplier les opérations en partenariat avec des opérateurs privés sur le modèle de celle qui a été menée à Amiens sur la ZAC Paul-Claudé, avec la construction d'une résidence de services destinée aux seniors. Menée en partenariat avec le groupe de santé Pauchet et le Crédit Agricole, ce projet d'un montant de 11,4 MEUR a débouché sur la construction de 104 appartements et locaux de services attenants. Une première qui pourrait en appeler d'autres et qui témoigne à sa manière de la diversification dans

laquelle s'est engagée la CDC. À Beauvais, c'est dans le télétravail que le CDC a investi en gérant un centre de télétravail alias « co-working » propriété du Département. Ce centre exploité par la société Stop & work, une filiale de la Caisse des dépôts, de Régus et d'Orange, met à disposition de sociétés ou de salariés, des bureaux, des salles de réunion et une connectivité haut-débit. Après « avoir sauvé la France » en proposant aux collectivités orphelines de Dexia, un accès au crédit, après avoir offert à ces mêmes collectivités des crédits à longs termes inexistant sur le marché, la Caisse des dépôts entend s'impliquer différemment dans le développement des territoires en (s) investissant dans les maisons de santé, les résidences étudiantes ou les réseaux de chaleur, à l'image du projet qui verra le jour à Amiens. PH. FLUCKIGER ■



VP15 - SANTÉ

La territorialisation de la santé à marche forcée

A INSI donc, deux Français sur trois n'ont jamais entendu parler des Groupements hospitaliers de territoires (GHT). C'est pourtant le symbole de la poigne de l'État dans l'organisation et la structuration hospitalière des soins.

Lancée en 1996 avec la création des agences régionales de l'hospitalisation (ARH, devenues Agences régionales de santé en 2010), la territorialisation de la santé vient de franchir un nouveau pas décisif. Le décret d'application signé le 27 avril 2016 par Manuel Valls et Marisol Touraine, ministre de la Santé, en at-teste : il contraint « l'ensemble des établissements publics de santé à s'inscrire obligatoirement dans une démarche de coopération territoriale », a expliqué Marisol Touraine le 17 mars.

Il y a tout juste un an, le sociologue Frédéric Pierru (CNRS, Ceraps-Lille

2) regrettait encore que « *le territoire reste le maillon faible des réformes récentes* » (nos éditions du 21 juillet 2015). Dans un premier temps, la ministre a d'abord essayé la méthode douce pour inciter les établissements publics hospitaliers à unir localement leurs forces tout en palliant leurs faiblesses. Qui voulait pouvait s'engager dans la constitution de groupements de coopérations sanitaires ou autres coopérations hospitalières de territoires. Mari-sol Touraine a reconnu l'échec de la méthode : « *Moins d'un établissement sur quatre fait partie d'une communauté hospitalière de territoire et parmi celles qui ont été créées, toutes ne s'appuient pas sur un projet médical commun.* »

Après plusieurs mois de concertations, le couperet est tombé avec le décret du 27 avril (JO du 29 avril). Même si le ministère a conscience que tout ne peut pas être finalisé à la date butoir du 1^{er} juillet 2016,

l'annonce des GHT devra l'être à cette date. Chaque GHT aura ensuite un an pour établir son projet médical partagé.

Les inquiétudes des personnels et de certains directeurs contrastent avec l'optimisme affiché par Frédéric Boiron, président de l'Association des directrices et directeurs d'hôpital dans *La Revue Territoire & Santé* (mai-juin 2016) : « *Le territoire, c'est notre nouvelle frontière. Ce ne sera pas une baronnie dans laquelle nous désignerons un grand manitou.* »

Il n'empêche qu'en voulant organiser « une gradation des soins à l'échelle territoriale » via les GHT, Marisol Touraine s'avance sans doute un peu en promettant que « *cela ne signifie pas qu'il faut fermer des structures ou en faire grossir d'autres* ». ■

par Damien Mascret E@dmascrret



Un mammographe dernière génération pour le CH Dron

PAR CHRISTIAN VINCENT
TOURCOINGLA VOIXDU-
NORD.FR Tourcoing. Le cancer du sein est le cancer le plus fréquent chez la femme. Il y représente plus du tiers de l'ensemble des nouveaux cas. Les progrès importants, réalisés dans ce domaine, ont permis de réduire considérablement le taux de mortalité. Parmi les moyens mis en œuvre, le dépistage. La science progresse et les technologies aussi. L'arrivée depuis une semaine d'un nouvel appareil au service d'imagerie médicale du CH Dron en est une illustration. Pour le docteur Francesco Molinari, responsable du service, il a été utile et nécessaire d'organiser l'imagerie en diverses filières liées aux organes. De fait, il y a maintenant deux spécialistes sur les pathologies féminines, les docteurs Oana Buraga et Éric Kamus (ce dernier pratiquant aussi au CHR). Le nouvel appareil est numérisé, dispense de

doses de rayonnement beaucoup moins élevées et dispose d'écrans de très haute définition (vérifiés et calibrés chaque jour) permettant une vision plus précise des éventuelles lésions. « Il y a une obligation légale de disposer d'un matériel performant », insiste le docteur Molinari. Terminées les radios appliquées au mur sur un écran lumineux, place à un zoom numérique. Mais ce n'est pas tout avec la méthode de tomosynthèse, le praticien bénéficie d'une vision en trois dimensions comme si le sein était découpé en une multitude de lamelles. Le but est bien de déceler des tumeurs lorsqu'elles sont au stade le moins avancé possible. L'appareil permet aussi un examen plus confortable pour les patientes et il est possible d'y pratiquer directement des prélèvements (des macrobiopsies) en vue d'examen complémentaires permettant de confirmer les diagnostics. « À Dron on est en capacité de mener

du diagnostic à la biopsie en allant jusqu'à la chirurgie (qui se pratique à Roubaix) », expliquent les responsables de l'hôpital. « On est au-delà du domaine de la radiologie, on va sur un parcours de prise en charge complète », insiste le docteur Kamus. « Le but est d'accompagner la patiente sans l'envoyer de service en service. » Pour les cadres de santé du service, cela va apporter des améliorations et un meilleur confort pour les patientes, le but étant aussi de rendre le local le plus convivial possible et le moins anxiogène. Le premier résultat est donné oralement aux patientes, et ce, juste après l'examen avant un envoi des conclusions écrites. « Les médecins sont formés à l'annonce maintenant. Mais même s'il existe une gestuelle et un engagement verbal, cela ne remplacera pas l'expérience dans ce domaine », ajoute le docteur Kamus. ■



Des dépistages trop tardifs dans le secteur

Le service public du versant Nord Est ne bénéficiait pas encore d'un tel matériel. C'est aujourd'hui chose faite et le service espère passer rapidement de 700 mammographies annuelles à au moins 1200. Le tout se fait bien évidemment en lien avec les gynécologues et les généralistes qui sensibilisent leurs patientes. On estime qu'une femme sur huit peut être concernée par ce type de cancer, « d'où l'importance de venir faire un dépistage », insiste le docteur Kamus. Dans la région nous sommes à plus de 16% au-dessus de la moyenne na-

tionale! Dans une frange beaucoup plus réduite, le cancer du sein peut aussi toucher aussi les hommes (1% de tous les cancers du sein). L'appareil a coûté 350000€ avec une subvention de 80000€ votée par l'ancienne majorité du conseil régional. Le versant Nord-Est n'est pas plus touché par les cancers du sein que dans la moyenne métropolitaine. Cependant, on y constate une prise en charge plus tardive et donc des cancers diagnostiqués sous des formes plus graves. Les raisons? À Dron, le constat a été dressé d'une

population féminine pour laquelle se soigner n'est pas une priorité et ce principalement pour des raisons d'ordre économique et de précarité. Mais, comme ailleurs, prédomine la crainte du diagnostic et le déni de la maladie. Conséquences : une première consultation tardive, des prises en charges plus lourdes et à terme, une mortalité importante. Parmi les patientes ayant consulté à Dron, 48% viennent de Tourcoing, 33,5% de la Vallée de la Lys, 6,5% de l'arrondissement de Lille. ■



POLITIQUE RÉGIONALE

« Il faut entendre et respecter le vote des Britanniques »

Propos Recueillis par Hervé FAVRE hfavre@lavoixdunord.fr - Après le coup de tonnerre du Brexit, comment l'Europe peut-elle se relancer ? « Il faut entendre et respecter le vote britannique. Il y a eu là-bas un vrai débat démocratique, mais il portait sur la situation existante et non sur un projet. Les Britanniques ont voté contre l'Europe telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, qui est d'ailleurs parfois l'Europe qu'ils nous ont conduits à créer. Une Europe réduite au marché. Pour moi, ce vote vient refermer la parenthèse ouverte depuis dix ans par les non français et néerlandais, dont nous n'avons pas tiré toutes les conséquences. » - Vous venez à Calais lundi. Xavier Bertrand demande la renégociation des accords du Touquet... « Juridiquement, les accords du Touquet ne sont pas liés à l'Union européenne. Ils ont été conclus alors que Nicolas Sarkozy était ministre de l'Intérieur, car ils permettaient un traitement plus effi-

cace et plus humain des migrants, par rapport à la situation antérieure. Dès lors que le Royaume-Uni fait le choix de quitter l'Union européenne, les conditions politiques ne sont plus les mêmes et la solidarité s'exprime différemment. Concrètement, nous sommes fondés à attendre un soutien accru des Britanniques. » - Votre déplacement ce jour comporte trois étapes, Isbergues, Arques et Calais. Avec quel message ? « Ce sont trois entreprises emblématiques du redressement industriel de la région et du fait que, quand on se bat avec une vraie stratégie, on peut construire cet avenir. Pour Arques, lors de ma venue le 24 décembre 2014, je m'étais engagé à revenir. Il y a eu un gros travail mené depuis cette recapitalisation par les nouveaux actionnaires, avec des investissements de 21 millions pour améliorer la compétitivité de l'outil. Il y a eu aussi une mobilisation des salariés et des syndicats avec un vrai esprit de responsabilité que je

veux saluer. Ils ont accepté une plus grande flexibilité au travail. Un accord majoritaire a été signé en novembre 2015 avec l'UNSA, FO et la CGT, intégrant cet aménagement du temps de travail, ce qui montre si besoin était que les organisations syndicales qui sont les plus hostiles à ces adaptations au niveau confédéral ou national, sont capables de prendre leur responsabilité sur le terrain, au niveau de l'entreprise. C'est pour cela que je crois profondément à la vitalité du dialogue social dans l'entreprise avec des hommes et des femmes embarqués dans un projet commun. À Saint-Amand, chez mon ami Alain Bocquet, ce sont aussi les syndicats qui ont sauvé l'entreprise Simmons. » Sa vision pour l'Europe ; des investissements à Arc international et Aperam Isbergues : lire l'intégralité de l'entretien sur lavoixdunord.fr ■



« En marche vers un projet progressiste pour maintenant »

-Le 12 juillet, vous réunissez à Paris votre mouvement « En marche ». Ce sera un meeting? « Ce sera un rassemblement ouvert, d'hommes et de femmes qui expliqueront pourquoi ils ont décidé de s'engager. Moi-même, je veux pouvoir expliquer le sens de ma démarche, son ambition, rappeler les grandes valeurs qui fondent le mouvement. Ce n'est pas un regroupement de personnalités politiques existantes, c'est un rassemblement de citoyens engagés qui partagent des valeurs et des convictions communes face aux défis du pays : le rapport au travail, à l'éducation, aux injustices, à une identité ouverte et généreuse de la République, et aussi le rapport à l'Europe avec l'exigence d'une Europe lucide et volontaire. La structuration actuelle de l'offre politique s'épuise à construire des arrangements au sein de la gauche et au sein de la droite, entre des femmes et des

hommes qui, sur ces sujets essentiels, ne pensent plus la même chose. Je veux réussir ce rassemblement des progressistes sans nier les différences. » -Entre la droite et la gauche? « On a voulu me réduire par tactique à un ni droite ni gauche auquel je ne crois pas et que je n'ai jamais revendiqué. Je suis pour le et droite et gauche. Je suis de gauche, ce sont mes valeurs, mais sur ces sujets essentiels, compte tenu des défis à relever, j'ai des choses à faire également avec des femmes et des hommes de droite qui partagent ces valeurs, et avec des femmes et des hommes de la société civile qui se sont éloignés de la politique parce qu'elle ne leur disait plus rien. » -On va forcément vous reposer la question : en marche vers quoi, vers une candidature? « En marche vers un projet progressiste pour le pays et ce projet est bien évidemment pour maintenant. » -Donc vous n'excluez

rien pour 2017? « Je souhaite que ce projet progressiste porte son offre en 2017. Nous nous inscrivons volontairement dans ce calendrier mais de manière positive et pas personnelle. » -Vous pourriez vous situer dans la primaire du PS? « Ce sont des questions qui aujourd'hui ne m'intéressent pas. Ce qui participe du découragement vis-à-vis de la politique, c'est qu'on ne parle plus que de personnes, de calendrier et de tactique, et qu'on ne parle plus du projet pour le pays, ni des Français. Je vais concentrer mon énergie sur ces orphelins du débat politique. » -On vous dit à la recherche d'une circonscription, dans les Hauts-de-France par exemple? « Je suis constant et je l'ai déjà dit : je ne suis pas à la recherche d'une circonscription même si je suis très attaché à notre territoire commun! » ■



Emmanuel Macron à Calais ce lundi

Faut-il voir dans la venue d'Emmanuel Macron à Calais celle du ministre de l'Economie, ou celle de l'initiateur du mouvement En Marche ? C'est dans ses habits de ministre que l'ancien banquier a, en tout cas, prévu de rencontrer une quinzaine d'acteurs sociaux et économiques du Calaisis en mairie de Oye-Plage. Parmi les personnes autour de la table, des agriculteurs, des transporteurs, des représentants du monde de l'économie sociale et solidaire, de l'insertion, etc., précise Yann Capet qui a organisé la rencontre. « Emmanuel Macron me plaît dans le sens où il bouscule les lignes et il le fait d'autant mieux qu'il

n'appartient pas au sérail politique. Il n'est pas issu d'une école. Il a travaillé dans le privé », confie le maire d'Oye-Plage qui accueillera le ministre en mairie. C'est également en tant que ministre qu'il compte visiter le site d'Alcatel, l'un des fleurons de l'industrie calaisienne. Mais Emmanuel Macron arrive également à Calais quelques jours seulement après la validation par le parti socialiste de la primaire à laquelle le ministre participera peut-être via son mouvement En Marche. Patrice Cambraye, adjoint à la mairie de Calais qui a rejoint le mouvement, a demandé à le rencontrer. La venue de Macron est d'autant plus attendue dans le

contexte particulier du Brexit, qui pourrait avoir des conséquences sur Calais. La position du ministre de l'Economie sur la question migratoire ne rejoint pas celle de Bernard Cazeneuve et de François Hollande : « Le jour où la relation avec les Anglais sera rompue, les migrants ne seront plus à Calais », avait-il indiqué il y a quelques semaines avant le vote, précisant que le « Brexit » pourrait saborder les accords du Touquet. Sa position rejoint celle de Natacha Bouchart qu'il ne verra pas aujourd'hui. Aucune rencontre n'est en effet prévue avec le maire de Calais. J.P. ■



La droite a choisi ses candidats pour la Somme

Pas de surprises dans les choix de la commission nationale d'investiture des Républicains pour les législatives de juin 2017. Enfin si, dans la première circonscription (Abbeville, Picquigny, Domart, Amiens Nord, Ouest et Est), le choix est gelé. L'illustration des relations qu'entretiennent Stéphane Decayeux, qui attend d'être désigné, et Alain Gest. Le premier, vice-président du conseil départemental, s'est opposé au second, député et président d'Amiens métropole, pour décrocher le poste de président de la

fédération de la Somme LR. Alain Gest est passé de justesse. À l'Est, rien de nouveau. Dans la 5e circonscription, un accord avec l'UDI voit le centriste Stéphane Demilly défendre son siège pour la 4e fois. Le maire d'Albert se refuse pour l'instant à tout commentaire. «Nous en reparlons en temps voulu Pour la 2e circonscription (Étouvie-Amiens Sud), Anne Pinon est désignée. Le maire de Dury, conseillère régionale, voit sa côte grimper en flèche. Soutenue par Alain Gest, sérieuse candidate, elle offre aussi la parité tant recherchée

par un parti mis à l'amende sur ce point aux législatives de 2012. Elle a donc écarté Benoît Mercuzot. Ici pas d'accord avec l'UDI qui, de son côté, doit encore arbitrer le match Olivier Jardé/Hubert de Jenlis. Dans la 3e, (Vimeu, Ponthieu et Molliens-Dreuil) Emmanuel Maquet, maire de Mers-les-Bains, portera les couleurs de LR. Alain Gest défendra, lui, son siège dans la 4e (de Bernaville jusqu'à Hornoy en passant par l'Est d'Amiens, Corbie, Montdidier). DAVID VANDEVOORDE ■



Olivier Leroy entre dans la danse

Il promet une campagne d'un nouveau genre. Olivier Leroy, président de l'Alliance française se lance en politique. Il est candidat pour la circonscription laonnoise aux prochaines élections législatives. « Je me place sous l'étiquette d'un mouvement celui des 577, créé par Jean-Christophe Fromentin. Ce député veut regrouper des citoyens qui veulent s'engager, tout en imposant une primaire pour tous. Il s'agit d'un vrai renouvellement et pas ce que nous voyons depuis plusieurs mois dans les structures partisans de droite et de gauche, où on prend les mêmes et on recommence. Rien que localement, Christophe Coulon est là depuis 20 ans, Si Fawaz Karimet se présente, c'est pareil, ce n'est pas nouveau, et pour René Dosière, je ne sais pas si c'est de l'orgueil mal placé mais si le député sortant repart, il faudra m'expliquer pourquoi, il est favorable à la retraite à 60 ans et que

pour lui, ça ne s'applique pas. » Olivier Leroy estime que la voix des 30-45 ans ne se fait pas entendre. « Nous avons des candidats des Trente Glorieuses. Il faut préparer la France de demain et ce n'est pas avec des candidats formater sur les années 80 et 90 que c'est possible. J'ai l'impression qu'à Laon le mot changement est tabou... » S'il tacle joyeusement ses concurrents potentiels, au chapitre des idées, il évoque le développement économique en tissant des liens avec l'extérieur. « Il y a des investisseurs étrangers qui prospectent sur Laon, il faut les faire s'installer chez nous, pour qu'ils puissent créer de l'emploi. La marque France est une vraie carte de visite » De son point de vue les jeunes qui utilisent les nouvelles technologies doivent passer du consommateur à l'acteur de l'économie de demain. « Il faut être pragmatique, voir ce qui marche et ne marche pas. Contraire-

ment aux différents partis politiques, mes idées seront mises en place, si elles marchent parfait, sinon j'arrêterai. Les politiques eux, se battent pour des idées qu'ils ne mettent jamais en œuvre. Comment savoir si elles sont utiles ? » Diversifier le paysage politique local, c'est l'objectif du candidat Leroy, qui annonce déjà une campagne loin de la tradition, « et pas de réunions le soir, devant une salle quasiment vide, peuplée de gens acquis à votre cause. Il y a de nouveaux outils. il faut faire campagne là où les gens sont, c'est tout. » S'il est élu, il s'engage déjà à ne faire que deux mandats, pas plus. « Et si je suis mauvais pendant le premier j'arrêterai. » Voilà qui promet une campagne qui sortira peut-être de l'ordinaire, Olivier Leroy étant formel, il est très loin d'être un traditionaliste et un conservateur. Samuel Pargneaux ■

